

# CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2012

Le chômage poursuit sa hausse malgré la progression de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, l'activité économique est restée stable en France, après une progression de +0,1 % au trimestre précédent. L'emploi salarié marchand non agricole a légèrement augmenté après deux trimestres consécutifs de baisse : +18 300 postes au 1<sup>er</sup> trimestre après -28 200 et -8 100 postes aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2011. Dans le secteur tertiaire, l'emploi a rebondi (+18 800 postes après -2 200) en raison du moindre recul de l'emploi intérimaire (-700 après -21 600). L'emploi a également augmenté dans le secteur de la construction (+5 800) tandis qu'il a poursuivi sa baisse dans le secteur de l'industrie (-6 200 postes). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a de nouveau augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+19 000 postes après +9 000). Au total, la hausse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à 33 000 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après +2 000 au trimestre précédent.

De son côté, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de +0,3 point au 1<sup>er</sup> trimestre en France métropolitaine, pour s'établir à 9,6 % de la population active. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est ralentie au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+36 000 après +70 000 pour la catégorie A ; +56 000 après +83 000 pour les catégories ABC).

Dans la zone euro, l'activité a stagné au 1<sup>er</sup> trimestre, après le recul du trimestre précédent (-0,3 %) et les écarts de conjoncture entre les principaux pays de la zone se sont accentués. De son côté, le taux de chômage de la zone euro a continué d'augmenter pour s'établir à 10,9 % de la population active.

### Stabilité de l'activité en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, l'activité économique en France est demeurée stable, après une hausse de +0,1 % au trimestre précédent [1]. À l'issue du 1<sup>er</sup> trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2012 s'établit à +0,2 %, après une croissance de +1,7 % en moyenne sur l'année 2011.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

(1) C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2012 que l'on observerait si l'activité se maintenait jusqu'à la fin de l'année à son niveau du 1<sup>er</sup> trimestre.

La production de biens et services a ralenti : +0,0 % après +0,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, pénalisée notamment par le recul de la production de biens (-0,4 % après 0,0 %), tandis que celle des services principalement marchands continuait à progresser faiblement (+0,2 % après +0,1 %) et celle des services non marchands accélérât quelque peu (+0,4 % après +0,2 %). Dans le détail, la production manufacturière s'est repliée (-0,9 % après +0,2 %), notamment dans la branche cokéfaction-raffinage (-10,3 % après +3,3 %) en raison de l'arrêt de certaines unités de raffinerie. *A contrario*, la production d'énergie s'est redressée (+1,8 % après -1,6 %), suite à la vague de froid de février. La production de services principalement marchands a bénéficié quant à elle d'un raffermissement dans la plupart des secteurs mais a été freinée par un recul dans le commerce (-0,4 % après +0,5 %). De son côté, la production dans le secteur de la construction s'est contractée de 0,2 % après +0,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2011.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la demande interne a faiblement soutenu l'activité, la demande hors stocks ayant contribué pour 0,1 point à la croissance du PIB, après +0,3 point au trimestre précédent. La consommation des ménages est restée peu

dynamique (+0,2 % après -0,1 %). Conséquence des conditions climatiques hivernales de février, les dépenses en énergie-eaux-déchets se sont nettement redressées au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+7,4 % après -3,6 %).

Les dépenses en biens manufacturés ont reculé (-0,7 % après +0,3 %), notamment les achats d'automobiles (-6,8 % après +4,7 %), en lien vraisemblablement avec le durcissement du bonus-malus écologique au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Les dépenses d'investissement se sont repliées, modérément pour les ménages (-0,3 % après +0,5 %), et plus nettement pour les entreprises (-1,3 % après +1,8 %), en raison principalement du fléchissement marqué des achats en matériels de transport (-11,3 % après +10,4 %). Par ailleurs, les exportations ont ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre (+0,2 % après +1,3 %), tandis que les importations se redressaient (+0,8 % après -1,5 %). Les échanges extérieurs ont ainsi pesé sur la croissance à hauteur de 0,2 point, après une contribution de +0,8 point au trimestre précédent. À l'inverse, la variation des stocks des entreprises a soutenu la croissance au 1<sup>er</sup> trimestre : +0,1 point de PIB après -1,0 point au trimestre précédent.

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

En milliers/cvs

	2012	2011				2012				2011 T1	2012 T1
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Niveau	Variations trimestrielles									
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b>	<b>16 137</b>	<b>64</b>	<b>49</b>	<b>-28</b>	<b>-8</b>	<b>18</b>				<b>1,0</b>	<b>0,2</b>
dont : Industrie	3 289	5	0	-3	-4	-6				-0,8	-0,4
Construction	1 446	1	-4	-6	-2	6				-0,5	-0,4
Tertiaire	11 402	58	53	-20	-2	19				1,8	0,4
dont intérim	568	9	4	-13	-22	-1				13,9	-5,2
<b>Autres (1)</b>	<b>10 224</b>	<b>-4</b>	<b>-6</b>	<b>-20</b>	<b>10</b>	<b>15</b>				<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
dont : non-marchand aidé (2)	223	-12	-14	-33	9	19				-6,5	-8,1
dont : non-marchand privé (3)	1 937	7	2	1	4	6				2,4	0,7
<b>Emploi total</b>	<b>26 361</b>	<b>60</b>	<b>43</b>	<b>-49</b>	<b>2</b>	<b>33</b>				<b>0,7</b>	<b>0,1</b>
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	18 074	71	51	-27	-4	24				1,2	0,2

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

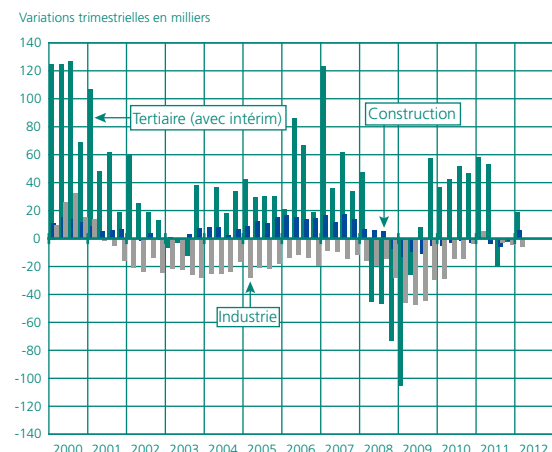
(2) Contrats uniques d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CA), emplois jeunes.

(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, hors emploi public).

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

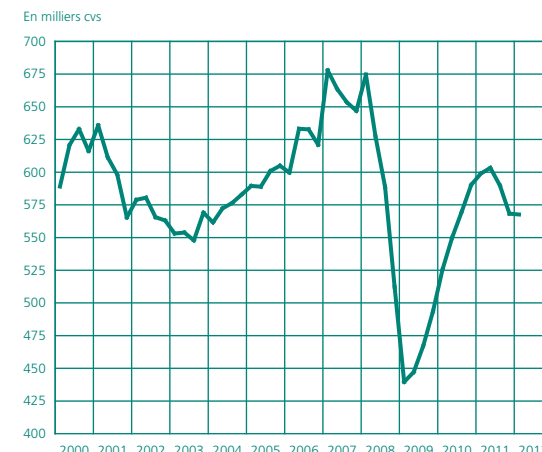
Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Source : Dares, synthèse des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences intérim.



Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2011				2012				2011 T1	2012 T1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T-(T-4) en points de % (*)	
	Variations trimestrielles									
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO) (1) .....	1,0	0,6	0,4	0,3	1,0				2,0	2,3
Salaire mensuel de base ouvrier (SMBO) (1) .....	1,0	0,6	0,3	0,3	1,0				2,0	2,3
Salaire mensuel de base (SMB) (1) .....	1,0	0,6	0,3	0,3	0,9				2,0	2,2
Salaire moyen par tête (SMPT) (2) .....	0,9	0,6	0,3	0,5	0,7				2,5	2,1
Prix à la consommation (3) .....	1,1	0,5	0,0	0,8	0,9				1,9	2,2

Sources : Dares, Insee.

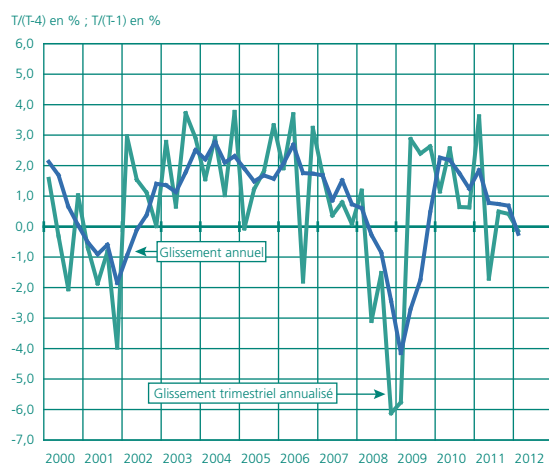
(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

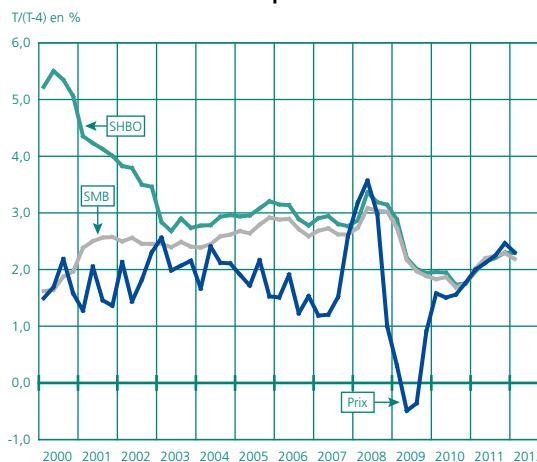
Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.

Sources : Dares, Insee.

## Légère augmentation de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) a légèrement augmenté après deux trimestres consécutifs de baisse : +18 300 postes après respectivement -28 200 et -8 100 postes aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2011. Sur un an, les créations d'emploi dans ce secteur se sont élevées à 31 300 postes, soit +0,2 % (graphique 1, tableau 1).

Dans le secteur tertiaire principalement marchand, l'emploi y compris l'intérim (2) a rebondi au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : +18 800 postes ont été créés, après des pertes d'emploi de -2 200 postes au trimestre précédent (graphique 2), ce qui s'explique en partie par une quasi-stabilisation des effectifs intérimaires (-700 postes après -21 600 au 4<sup>e</sup> trimestre, graphique 3). Hors intérim, l'emploi dans le secteur tertiaire a progressé au même rythme que le trimestre précédent (+19 500 après +19 400). Il a bénéficié des créations de postes dans le secteur de l'hébergement-restauration (+9 200 après -3 000), des activités scientifiques et techniques (+6 100 après +8 700) et des activités

de services administratifs et de soutien hors intérim (+5 100 après +1 100). À l'inverse, l'emploi s'est replié dans le secteur de l'information et des télécommunications (-3 300 postes après +6 800).

Dans l'industrie hors intérim, les destructions d'emploi se sont poursuivies au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 pour le troisième trimestre consécutif : -6 200 postes après respectivement -2 900 et -4 300 aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2011. De son côté, l'emploi hors intérim dans le secteur de la construction s'est redressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, avec 5 800 postes créés, après trois trimestres consécutifs de destructions d'emploi (-5 500 postes sur un an, soit -0,4 %).

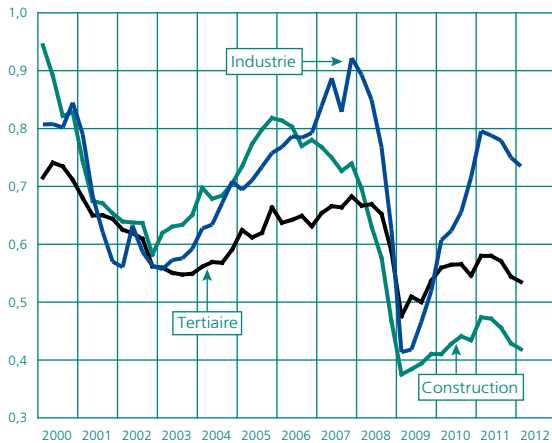
Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a poursuivi sa hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+19 000 après +9 000 au trimestre précédent, tableau 1). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué de créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +5 500 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +4 200 au trimestre précédent.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : +33 000 postes alors qu'il avait stagné au

(2) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

## Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail

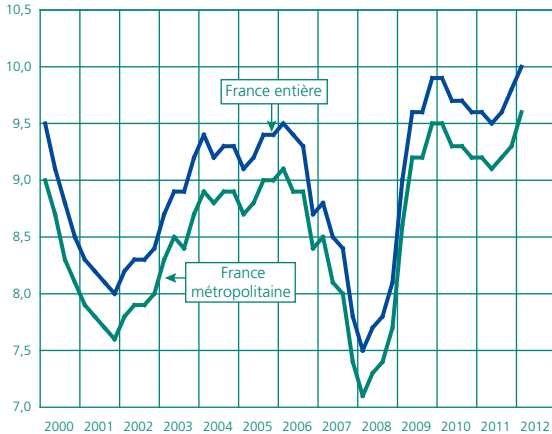
Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.  
Sources : Pôle emploi, Dares.

## Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT

En % de la population active de 15 ans et plus, en moyenne trimestrielle

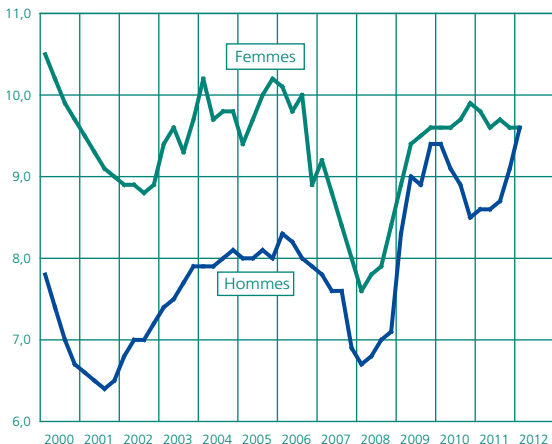


Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

trimestre précédent (+2 000 postes). Entre mars 2011 et mars 2012, les créations d'emploi s'élevaient à +30 000 postes (+ 0,1 %), après une progression de +170 000 postes (+ 0,7 %) entre mars 2010 et mars 2011.

## Hausse des salaires de base proche de l'inflation au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la productivité par tête du secteur marchand non agricole a stagné, en raison de la stabilité de l'activité et de l'emploi (3). En glissement annuel, la productivité par tête a légèrement reculé (-0,1 %) au 1<sup>er</sup> trimestre 2012. (graphique 4).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont augmenté respectivement de 0,9 % et 1,0 % en données brutes, après +0,3 % au trimestre précédent [4]. Sur un an, de mars 2011 à mars 2012, le SMB a progressé de 2,2 % et le SHBO de 2,3 % (tableau 2 et graphique 5), après une hausse de 2,0 % un an auparavant. Cette accélération résulte en grande partie de la diffusion dans les salaires de la hausse de l'inflation en 2011, la dégradation du marché du travail exerçant à l'inverse un effet de modération. De son côté, le Smic a été revalorisé de 0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012, après une revalorisation anticipée de 2,1 % au 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Par ailleurs, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 0,9 % en données brutes au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après +0,8 % au trimestre précédent. Une fois prise en compte l'inflation, le SMB en euros constants (4) a ainsi stagné au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, tandis que la progression réelle du SHBO s'est limitée à 0,1 % après un recul de 0,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2011. En outre, de mars 2011 à mars 2012, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 2,2 %. Par conséquent, le SMB réel est resté stable sur un an et le SHBO réel a très faiblement augmenté (+0,1 %). Un an auparavant, de mars 2010 à mars 2011, les salaires de base réels avaient progressé de 0,1 %.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre a accéléré : +0,7 % après +0,5 % au trimestre précédent. Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le SMPT a augmenté de 2,1 % après une hausse de 2,5 % un an auparavant. En termes réels, le SMPT a reculé de 0,1 % en glissement annuel (5) au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, alors qu'il avait progressé de 0,8 % un an auparavant.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, les indicateurs de tension (6) dans les métiers de l'industrie, du tertiaire et de la construction ont à nouveau baissé. Dans l'industrie, malgré son repli, l'indicateur s'est maintenu



(3) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

(4) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCh) en glissement annuel (ici, l'IPCh de mars 2012 est rapporté à l'IPCh de mars 2011).

(5) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPCh entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, en moyenne trimestrielle, soit +2,2 % sur un an (+1,7 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

(6) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux flux de demandes enregistrées sur la même période.



Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2011				2012				2011 T1	2012 T1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
<b>Entrées</b>	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en % (*)	
<b>Données brutes, milliers et %</b>										
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....</b>	<b>152</b>	<b>106</b>	<b>186</b>	<b>300</b>	<b>158</b>				<b>-23,9</b>	<b>3,6</b>
Dont : Abaissement de coûts salariaux.....	15	16	15	21	24				-72,7	58,6
Contrat initiative emploi.....	0	0	0	0	0					
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise...	0	0	0	0	0					
Contrat Unique d'Insertion marchand .....	11	13	12	17	20					
Formations en alternance.....	76	33	121	229	73				1,8	-3,9
Contrat d'apprentissage (2).....	48	12	75	155	44					
Contrat de professionnalisation .....	28	21	46	73	29					
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	53	48	43	44	54				-14,9	0,2
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>92</b>	<b>74</b>	<b>99</b>	<b>91</b>	<b>110</b>				<b>0,9</b>	<b>20,2</b>
Dont : Contrat d'Avenir.....	0	0	0	0	0					
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi ...	0	0	0	0	0					
Contrat Unique d'Insertion non marchand ...	92	74	99	91	110					
<b>Formation des demandeurs d'emplois .....</b>	<b>206</b>	<b>200</b>	<b>207</b>	<b>214</b>	<b>213</b>				<b>0,9</b>	<b>3,7</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>450</b>	<b>379</b>	<b>493</b>	<b>605</b>	<b>481</b>				<b>-9,2</b>	<b>7,1</b>

Effectifs de bénéficiaires Données cvs, milliers et %	2012 T1 Stock	Variations trimestrielles des stocks						Stock T/(T-4) en %		
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>998</b>	<b>-16</b>	<b>-13</b>	<b>3</b>	<b>23</b>	<b>0</b>			<b>-0,9</b>	<b>1,4</b>
Dont : Abaissement de coûts salariaux.....	116	-17	-9	-1	3	0			-16,0	-5,8
Contrat initiative emploi.....	0	-1	-1	-2	-3	0				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise.....	0	-1	0	0	0	0				
Contrat Unique d'Insertion marchand	47	-14	-7	3	6	2				
Formations en alternance.....	605	3	0	8	26	-2			1,7	5,4
Contrat d'apprentissage (2).....	419	1	0	1	13	-2				
Contrat de professionnalisation .....	186	1	0	7	12	-1				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	207	-3	-5	-2	-3	3			3,0	-3,3
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>223</b>	<b>-12</b>	<b>-14</b>	<b>-33</b>	<b>9</b>	<b>19</b>			<b>41,8</b>	<b>-8,1</b>
Dont : Contrat d'Avenir.....	0	-2	-1	-1	-1	0				
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi .....	0	-2	-3	-2	-2	0				
Contrat Unique d'Insertion non marchand .....	223	-9	-10	-30	11	19				
<b>Formation des demandeurs d'emplois .....</b>	<b>371</b>	<b>-7</b>	<b>-6</b>	<b>3</b>	<b>-2</b>	<b>7</b>			<b>-5,7</b>	<b>0,4</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>1 591</b>	<b>-36</b>	<b>-34</b>	<b>-27</b>	<b>30</b>	<b>26</b>			<b>2,6</b>	<b>-0,3</b>

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Direccte après enregistrement des Chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou en reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

au-delà de sa moyenne de longue période. A *contrario*, dans les métiers de la construction, et plus modérément dans les métiers du tertiaire, les indicateurs de tension, déjà en deçà de leurs moyennes de longue période, se sont éloignés de celles-ci (graphique 6, [5]).

### Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a poursuivi sa progression au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation a continué d'augmenter mais à un rythme légèrement moins soutenu qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 : +26 000 après +30 000 le trimestre précédent (en données corrigées des variations saisonnières). Cette hausse est principalement imputable au secteur

non marchand, les effectifs s'étant stabilisés dans le secteur marchand (tableau 3).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 pour le deuxième trimestre consécutif (+19 000 après +9 000). Fin mars 2012, 223 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, presque exclusivement d'un CUI-CAE, contrat qui s'est substitué au CAE et au CAV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 en France métropolitaine. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, les embauches en CUI-CAE se sont accrues (37 000 entrées mensuelles en moyenne après 30 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2011) et ont plus que compensé les sorties pourtant plus nombreuses ce trimestre (30 000 sorties mensuelles en moyenne après 26 000 le trimestre précédent). Parallèlement, les sorties de CAV sont restées marginales (200 sorties au 1<sup>er</sup> trimestre) tandis qu'il n'y a plus de bénéficiaires de CAE depuis fin 2011.

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, ministère de l'intérieur (emplois jeunes).

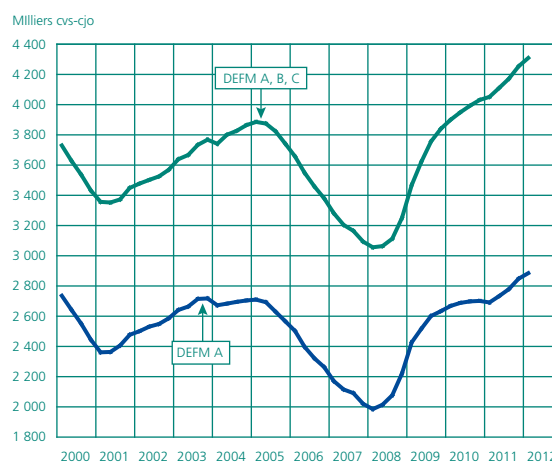
Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 s'est stabilisé après une hausse de 23 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2011. Comme chaque année, les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation ont baissé au 1<sup>er</sup> trimestre par rapport au trimestre précédent. Au-delà de leur caractère saisonnier, les entrées en apprentissage ont été légèrement inférieures à celles enregistrées à la même période en 2011 (44 000 entrées au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 après 48 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011) et n'ont pas dépassé les sorties (46 000). Le nombre d'apprentis a ainsi faiblement décliné au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 pour s'établir fin mars 2012 à 419 000 en données corrigées des variations saisonnières (429 000 en données brutes), soit 2 000 bénéficiaires de moins que fin décembre 2011. Les entrées en contrats de professionnalisation ont, quant à elles, été proches de celles enregistrées un peu plus tôt (29 000 après 28 000), mais n'ont pas tout à fait permis de compenser les sorties (30 000). Le nombre de salariés en contrats de professionnalisation s'est quasiment stabilisé à 186 000 personnes fin mars 2012, après 187 000 fin décembre 2011, en données corrigées des variations saisonnières (respectivement 193 000 et 194 000 en données brutes). Par ailleurs, 20 000 CUI-CIE ont débuté au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après 17 000 au trimestre précédent ; ce contrat s'est substitué au CIE et au CI-RMA depuis janvier 2010 en France métropolitaine. Les sorties de CUI-CIE ont également augmenté (18 000 sorties après 11 000 le trimestre précédent), sans dépasser le niveau des entrées. Fin mars 2012, 47 000 salariés étaient en CUI-CIE. Depuis fin décembre 2011, il n'y a plus aucun bénéficiaire de CI-RMA ni de CIE en France métropolitaine. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand a *in fine* augmenté de 2 000 au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le taux de chômage au sens du BIT a accentué sa hausse

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee publiées le 7 juin 2012 [6], 10,0 % de la population active étaient chômeurs au sens du BIT en France (y compris les DOM). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est élevé à 9,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, soit 2,7 millions de chômeurs, et a ainsi rejoint son niveau de 1999. Par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, il a augmenté de 0,3 point en France métropolitaine (+0,2 point en France entière). Sur un an, le taux de chômage s'est accru de 0,4 point en métropole comme en France entière (tableau 4, graphique 7).

En France métropolitaine, les hommes ont été aussi fréquemment au chômage que les femmes

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie

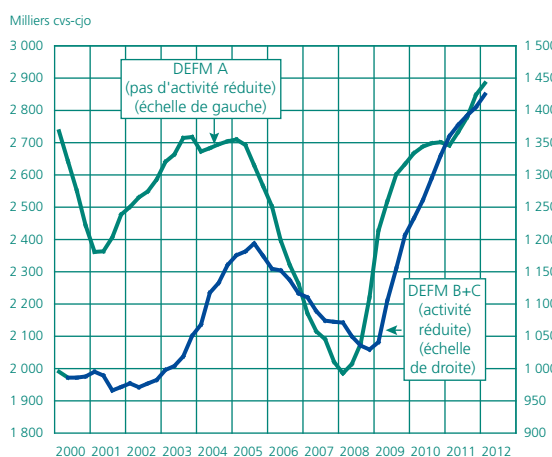


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 10 • Demandes d'emploi et activité réduite

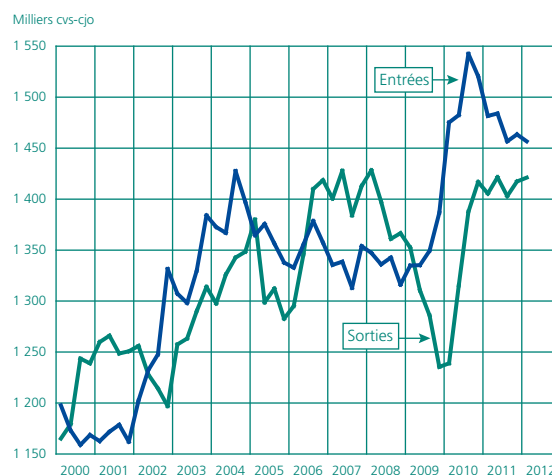


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi



Champ : DE A, B, C ; France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Moyennes trimestrielles en % (Données cvs)	Niveau 2012 T1 En milliers	2011				2012				2011T1	2012T1	
		T1	T2	T3	T4	T1 (p)	T2	T3	T4	T-(T4) en points de % (*)		
<b>Hommes</b> .....	<b>1 436</b>	<b>8,6</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>9,1</b>	<b>9,6</b>					<b>-0,8</b>	<b>1,0</b>
Moins de 25 ans .....	348	21,1	21,1	20,4	22,0	22,7					-2,6	1,6
25-49 ans .....	821	7,6	7,6	7,8	8,1	8,7					-0,5	1,1
Plus de 50 ans.....	267	5,9	6,1	6,3	6,3	6,8					-0,5	0,9
<b>Femmes</b> .....	<b>1 310</b>	<b>9,8</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>					<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>
Moins de 25 ans .....	282	24,6	22,6	22,7	22,7	22,2					2,8	-2,4
25-49 ans .....	798	8,9	8,9	9,0	9,0	9,2					0,0	0,3
Plus de 50 ans.....	231	6,6	6,4	6,8	6,6	6,3					0,0	-0,3
<b>Ensemble</b> .....	<b>2 746</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>9,2</b>	<b>9,3</b>	<b>9,6</b>					<b>-0,3</b>	<b>0,4</b>
Moins de 25 ans .....	630	22,7	21,8	21,4	22,3	22,5					-0,1	-0,2
25-49 ans .....	1 619	8,2	8,2	8,4	8,6	8,9					-0,3	0,7
Plus de 50 ans.....	498	6,2	6,2	6,5	6,4	6,6					-0,3	0,4
	<b>Niveau En milliers</b>	<b>Variations trimestrielles en milliers</b>								<b>Croissance T/(T4) en %</b>		
Nombre de chômeurs BIT .....	2 746	2	-29	34	46	86					-2,9	5,3

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; +/- 0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre	2012 T1	2011				2012				2011T1	2012T1
		T1	T2	T3	T4	T1 (p)	T2	T3	T4	T-(T4) en points de % (*)	
<b>Milliers / cvs - cjo</b>	<b>Niveau</b>	<b>Variations trimestrielles en milliers</b>									
<b>Ensemble des DEFM</b> .....	<b>4 920</b>	<b>12</b>	<b>57</b>	<b>53</b>	<b>102</b>	<b>67</b>				<b>3,8</b>	<b>6,0</b>
<b>DEFM ABC</b> .....	<b>4 309</b>	<b>20</b>	<b>59</b>	<b>61</b>	<b>83</b>	<b>56</b>				<b>3,9</b>	<b>6,4</b>
<b>DEFM A</b> .....	<b>2 885</b>	<b>-10</b>	<b>42</b>	<b>46</b>	<b>70</b>	<b>36</b>				<b>0,9</b>	<b>7,2</b>
DEFM exerçant une activité réduite .....	1 425	30	18	15	13	20				10,3	4,8
dont : courte ( DEFM B).....	569	5	6	8	6	6				4,9	4,7
longue ( DEFM C).....	856	25	12	7	7	13				14,3	4,8
DEFM D .....	239	-10	-1	-4	3	2				-6,7	0,4
DEFM E.....	372	1	-2	-4	16	9				12,0	5,5
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 731	-16	32	35	53	30				0,5	5,8
<b>Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (DELD) de cat 1</b>											
1 à 2 ans.....	837	-18	1	-2	4	14				2,9	2,0
2 à 3 ans.....	364	20	9	5	-2	-3				36,2	2,4
Plus de 3 ans.....	443	15	17	22	24	20				18,1	22,8
<b>Ensemble</b> .....	<b>1 644</b>	<b>17</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>30</b>				<b>12,7</b>	<b>7,0</b>

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

(\*\*) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi, Unédic.

au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (graphique 8). Le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,5 point par rapport au trimestre précédent, cette hausse concernant toutes les tranches d'âge ; de son côté, le taux de chômage des femmes est resté stable. Sur un an, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le taux de chômage des hommes s'est sensiblement redressé (+1,0 point), alors que celui des femmes s'est replié (-0,2 point), avec, pour les moins de 25 ans, une hausse sensible pour les hommes (+1,6 point) et un recul marqué pour les femmes (-2,4 points).

En moyenne, au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la part des personnes en situation de sous-emploi (7) en

France métropolitaine est restée stable à 5,2 % : la hausse de 0,2 point du chômage technique ou partiel s'est accompagnée d'un recul de même ampleur du temps partiel subi. Parmi les personnes en emploi, 0,4 % étaient au chômage technique ou partiel et 4,8 % en temps partiel subi.

### Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, 4 920 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France

(7) Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en augmentation de 67 000 par rapport à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2011 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) a poursuivi sa hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+56 000 après +83 000, graphique 9). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est également ralentie au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (+36 000 après +70 000). En revanche, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) s'est accentuée (+20 000 après +13 000, graphique 10), en raison d'une forte progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie C (+13 000 après +7 000).

Du 1<sup>er</sup> trimestre 2011 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est accru de 193 000 (+7,2 %), après +24 000 un an auparavant (+0,9 %). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits depuis plus d'un an a poursuivi sa hausse : +30 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après +25 000 au trimestre précédent, soit +107 000 sur un an (+7,0 %).

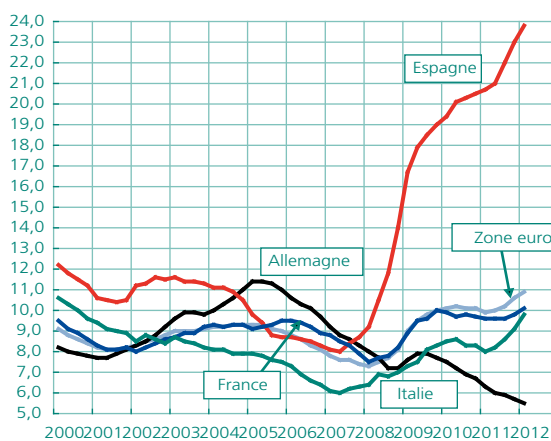
Le ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C s'explique par un net repli des entrées (8) sur les listes de Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 après l'augmentation du trimestre précédent (-41 000 après +32 000), combinée à une faible diminution des sorties (-3 000 après -17 000, graphique 11).

La baisse des entrées est principalement liée au repli de celles pour « fin de CDD » (-18 000 après +16 000) et de celles pour « premières entrées sur le marché du travail » (-8 000 après +2 000). En parallèle, les moindres sorties des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C à Pôle emploi tiennent principalement au repli de celles pour « reprises d'emploi déclarées » (-6 000 après +5 000) et pour « radiation administrative » (-5 000 comme au trimestre précédent). Dans le même temps, les sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » ont augmenté (+17 000 après -19 500).

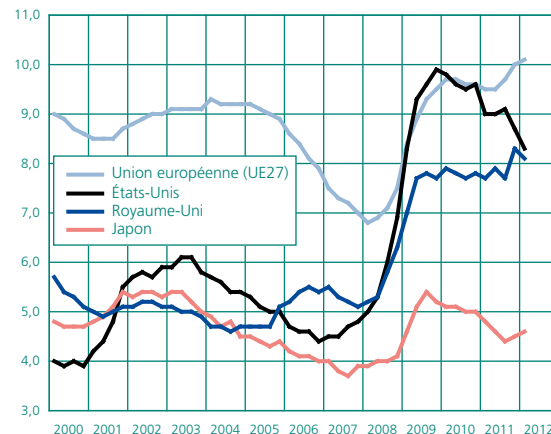
## Dans la zone euro, stabilité de l'activité et hausse du taux de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro est restée stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après un recul de 0,3 % au trimestre précédent [9]. Dans la zone prise dans son ensemble, la consommation des ménages a stagné après un repli de 0,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 ; dans le

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



même temps, la contraction de l'investissement s'est accentuée (-1,4 % après -0,4 %). Les exportations se sont quant à elles redressées (+1,0 % après -0,7 %), de même que les importations (+0,1 % après -1,7 %). Par pays, l'activité s'est stabilisée en France, après une faible progression au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 (+0,1 %). En Allemagne, elle s'est redressée (+0,5 %), alors qu'elle avait reculé de 0,2 % au trimestre précédent. L'activité s'est à nouveau contractée fortement en Italie (-0,8 % après -0,7 %) et plus modérément en Espagne (-0,3 % comme au 4<sup>e</sup> trimestre 2011). Les écarts de conjoncture constatés au cours des trimestres précédents entre les principaux pays de la zone se sont ainsi accentués au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : +1,2 % sur un an en Allemagne, +0,3 % en France, -0,4 % en Espagne, -1,3 % en Italie et aux Pays-Bas. L'activité au Royaume-Uni s'est quant à elle repliée de 0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 comme au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 ; sur un an, l'activité outre-Manche a reculé de 0,1 %.

Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 10,9 % de la population active au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (graphique 12 et [10]). Par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, il a augmenté de 0,3 point et de 1,0 point sur un an. En France (y compris DOM), le taux de chômage s'est accru de 0,3 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, après +0,2 point au trimestre précédent. En Allemagne, le taux



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et Dom.



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

(8) Les flux d'entrées et de sorties sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

En raison d'un incident de gestion rencontré de février 2011 à février 2012, le nombre d'entrées à été légèrement surestimé sur cette période. Cet incident n'a toutefois pas eu d'effet sur les effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ni sur l'évolution de ces effectifs d'un mois sur l'autre : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà entrés précédemment. Cette surestimation des entrées a été plus marquée au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, ce qui a contribué à la baisse des flux d'entrées observés au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, sans toutefois l'expliquer totalement.



de chômage a représenté 5,5 % de la population active au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, en recul de 0,2 point par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 et de 0,8 point sur un an. À l'inverse, le taux de chômage a de nouveau augmenté en Espagne, pour atteindre 23,8 %, soit une hausse de 0,8 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et de 3,1 points sur un an. En Italie, le taux de chômage a augmenté de 0,7 point (+1,8 points sur un an) et a représenté 9,8 % de la population active au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

De son côté, le taux de chômage au Royaume-Uni s'est établi à 8,2% de la population active ; alors qu'il a reculé de 0,2 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, il est en hausse de 0,4 point depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Aux États-Unis, l'activité a légèrement ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : +0,5 % en variation trimestrielle après +0,7 %, sa progression annuelle s'établissant à +2,0%. La croissance américaine

a profité de l'accélération de la consommation des ménages, pour partie compensée par le recul de celle des administrations publiques. Dans le même temps, le taux de chômage aux États-Unis a quant à lui baissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, à 8,3 % de la population active, après 8,7 %, soit un niveau sensiblement inférieur à celui de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, l'activité s'est raffermie au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, progressant de 1,0 % après avoir stagné au trimestre précédent. De son côté, le taux de chômage japonais a augmenté de 0,1 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, pour s'établir à 4,6 % de la population active.

## DARES\*

\* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Vinciane BAYARDIN et Sébastien PONS et composée de Marlène BAHU, Jean FINOT, Florian LEZEC, Julien LOQUET, Gwennaël SOLARD et Xavier VINEY.

### Pour en savoir plus

- [1] Insee [2012], « Au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, le pouvoir d'achat des ménages est quasi stable (-0,1% après -0,2 %), le PIB reste atone (0,0% après +0,1%) », *Informations Rapides*, n°160, juin.
- [2] Insee, Dares [2012] « Faible progression de l'emploi marchand au premier trimestre 2012 », *Informations Rapides*, n°144, juin.
- [3] Dares (Finot J.) [2012] « L'emploi intérimaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 : l'intérim se stabilise après deux trimestres de repli », *Dares indicateurs*, à paraître.
- [4] Dares (Lezec, F.) [2012] « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 - Résultats définitifs », *Dares indicateurs*, n°038, juin.
- [5] Dares (Viney, X.) [2012] « Les tensions sur le marché du travail au premier trimestre 2012 », *Dares indicateurs*, n°36, juin.
- [6] Insee [2012], « Nouvelle hausse du taux de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 », *Informations Rapides*, n°142, juin.
- [7] Dares [2012], « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mai 2012 », *Dares Indicateurs*, n°41, juin.
- [8] Cnis [2008], « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.
- [9] Eurostat [2012] « Le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 sont restés stables », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 85, juin.
- [10] Eurostat [2012] « Le taux de chômage à 11,1% dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°101, juillet.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128.

